

Crédit lyonnais: la dernière erreur

Lundi 12 Juillet 1999

La privatisation du Crédit lyonnais va provoquer une nouvelle fois un transfert de richesses: des contribuables vers les poches des rentiers et les caisses de quelques grands groupes. C'est la troisième fois que la banque est ainsi vidée de sa substance.

Entre 1988 et 1993, le Lyonnais avait mis en place une stratégie de «banque industrie», trop agressive compte tenu de l'environnement économique et, incontestablement, mal contrôlée. Comme tout nouveau président nommé à la tête d'une entreprise en situation délicate, Jean Peyrelevade avait choisi de «charger la barque». Profitant de ce que, à l'époque, l'Etat actionnaire ne souhaitait pas recapitaliser, il a imaginé un concept diabolique: celui de la «bonne» et de la «mauvaise» banque. A ce titre, toutes les participations du Crédit lyonnais vont être transférées - pour leur prix d'origine ! - au fameux CDR. Le Lyonnais se retrouve ainsi doté d'un superbe bilan. Mais la ficelle est tellement grosse qu'elle provoque l'ire de la BNP et de la Société générale.

De 1993 à 1996, la direction du Lyonnais révisera son plan de restructuration tous les six mois, exigeant à chaque fois que l'Etat apporte sa manne. Au total, l'Etat actionnaire, sous une forme ou sous une autre, remettra au pot environ 50 milliards de francs... Soit le montant nécessaire en 1993 pour éviter cette catastrophe...

Le Crédit lyonnais est donc en cours de privatisation, et son capital sera émietté entre sept gros actionnaires qui détiendront 33% du capital; l'Etat conservera 10%, le solde étant réparti entre quelques millions de rentiers. Ainsi, la direction actuelle conservera le pouvoir quelques années encore. Jusqu'à ce qu'une banque achète 100% du Lyonnais et finisse par l'intégrer. En réalité, les contribuables ont payé 50 milliards de francs pour permettre à la direction du Lyonnais de rester en place et aux pouvoirs publics de réussir une privatisation «politique». Ainsi, le gouvernement reconnaît implicitement qu'il est impossible, pour des raisons politiques, de céder le Lyonnais à son juste prix et au bon partenaire.

Mais il y a toutefois une bonne nouvelle: c'en est fini de la saga du Lyonnais qui sera, tôt ou tard, absorbé par le Crédit agricole.

Franck ULLMANN
